

Les engagements du PGO sont-ils ambitieux ?

Alors que le taux de mise en œuvre est en hausse, les ambitions et l'impact potentiel des engagements ne se sont pas améliorés : trop peu d'engagements ont une véritable portée réformatrice. Seulement 15% des engagements apportent un véritable changement et seulement 5,7% ont abouti à des réformes ambitieuses, novatrices, pertinentes et menées à leur terme du gouvernement ouvert.

Les ambitions du PGO

Total évalué par le MEI:
1948

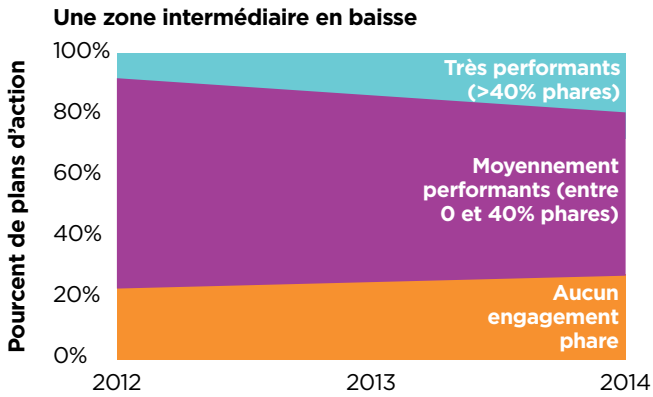
Achèvement du plan à mi-parcours:
962 (49%)

(bien avancé ou achevé)

Potentiellement réformateur, spécifique, pertinent mais pas encore achevé:
125 (6.4%)

Engagements Phares:
112 (5.7%)

(Spécifique, pertinent, bien avancé ou achevé et potentiellement réformateur)



Chaque année, une minorité grandissante de pays atteint un taux élevé d'achèvement, pertinence et ambition pour les engagements phares. En parallèle, le nombre de pays qui ne comptent aucun engagement phare augmente, ce qui indique peut-être que l'écart se creuse entre les pays qui profitent pleinement du PGO et ceux qui ne le font pas.

Quelles sont les tendances des engagements de la société civile ?

Selon les données de CIVICUS et d'autres instances, l'espace civique diminue partout dans le monde, même au sein de nombreux pays du PGO. Les pays du PGO élaborent-ils des engagements à cet égard ? Dans tous les plans d'action, il y a plus d'engagements et plus de pays qui réalisent des engagements visant à ouvrir un espace de participation plutôt qu'à améliorer les cadres où la société civile agit. Une analyse plus profonde de la nature de ces engagements est en cours.

Quelles sont les tendances des engagements de la société civile ?

Ouvrir l'espace de participation (audits sociaux, e-pétitions, et participation citoyenne)

CYCLE DU PLAN D'ACTION	NOMBRE D'ENGAGEMENTS	PAYS	EXEMPLES
1	193	53/64	LA TUNISIE: crée une e-plateforme pour que les jeunes donnent leur avis sur les prestations du service public et oblige les pouvoirs publics compétents à traiter les questions soulevées.
2	244	47/53	
3	98	18/18	

Environnement propice (Loi ONG, travail, droits de l'homme, médias)

CYCLE DU PLAN D'ACTION	NOMBRE D'ENGAGEMENTS	PAYS	EXEMPLES
1	50	26/64	LA MONGOLIE: prévoit d'organiser une consultation publique et de faire passer une loi conforme aux standards internationaux sur la liberté des médias
2	41	23/53	
3	13	9/18	

En mai 2016, conformément à la Politique de Réponse du PGO, le Comité directeur a annulé la participation de l'Azerbaïdjan au PGO à cause des pressions répétées qu'exerce ce pays sur les ONG pour entraver leur action.

CONVERSATIONS COMMUNAUTAIRES SUR LES «STRATÉGIES D'AVENIR»

Au cours des derniers mois, des membres de la société civile et du Comité directeur du PGO ont mené une série de « Dialogues Stratégiques » avec la communauté de la société civile engagée dans le PGO afin de recueillir leurs expériences passées et de prendre en compte leurs idées pour l'avenir du PGO.

De juillet à décembre 2016

3
TÉLÉCONFÉRENCES RÉGIONALES

Qu'est-ce qui marche ?



Intégrer le gouvernement ouvert à la politique



Susciter un engagement politique de haut niveau



Identifier les champions de la réforme au sein du gouvernement



Multiplier les espaces de dialogue entre le gouvernement et la société civile



Favoriser une meilleure coordination de la société civile sur les réformes prioritaires

Exemples de réformes clés soutenues par le PGO



AU ROYAUME-UNI
Loi sur la propriété effective et loi anti-corruption



AU CHILI
Loi sur le lobbying



AU KENYA
Loi sur l'accès à l'information



EN UKRAINE
Mise en œuvre du système d'approvisionnement en ligne ProZorro



AUX PHILIPPINES
Réduction de la bureaucratie & simplification de la pratique des affaires

Défis clés



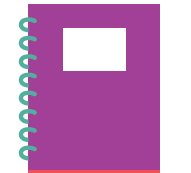
ESPACE CIVIQUE
L'espace de fonctionnement est mis en question partout dans le monde, y compris dans de nombreux pays du PGO



ENGAGEMENT
Une manque de sensibilisation et d'engagement parmi une plus grande base de parties prenantes



AMBITION ET ACHÈVEMENT
Faible niveau d'ambition et de mise en œuvre des engagements, parmi lesquels beaucoup ne transforment pas directement la vie des citoyens

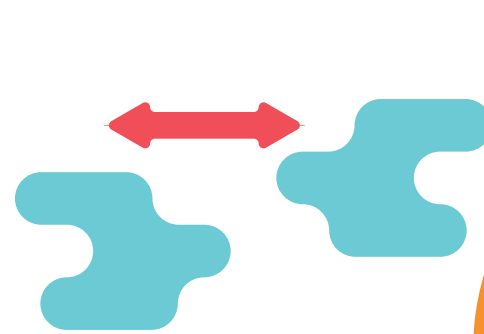


INFLUENCE LIMITÉE
Les « règles du jeu » du PGO sont perçues comme faibles dans leur conception et dans leur application, y compris pour ce qui est de la co-construction et de la prestation



RESSOURCES
Une manque de ressources pour coordonner et engager la société civile dans les processus nationaux du PGO

NOUVELLES PRIORITÉS DU PGO



Elargir la propriété collective au sein des pays

- Au sein de ministères gouvernementaux et de groupes plus larges de la société civile
- Nouveaux acteurs tels que les collectivités territoriales, le corps législatifs, le secteur privé, les médias et la jeunesse

Approfondir la gouvernance basée sur les citoyens

- Co-construction sincère et ouverte au sein du PGO
- Permettre aux citoyens et à la société civile de défendre des engagements réformateurs

Renforcer la capacité, les coalitions et la coordination pour la mise en œuvre

- Construire des coalitions pour surmonter les obstacles politiques qui empêchent des réformes ambitieuses
- Négocier un soutien technique et financier pour la mise en œuvre et l'engagement stratégique de la société civile

Communications pour l'action collective

- Partager les réussites et les meilleures pratiques du gouvernement ouvert
- Galvaniser un mouvement de réformateurs du PGO à l'échelle internationale, nationale et territoriale

Promouvoir l'ambition collective, l'échange et l'apprentissage entre pays

- Encourager la gestion collective (ou nationale) pour aboutir à des réformes novatrices
- Se concentrer sur des sujets clés (propriété effective, corruption politique, contrats ouverts, budgets participatifs, prestation de services)

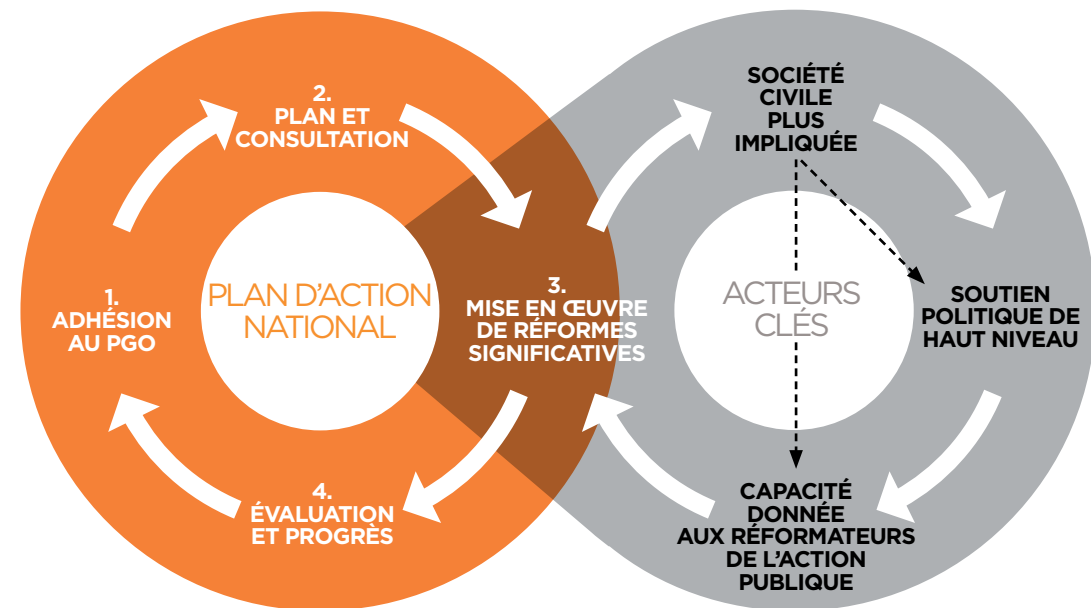


LE PGO AUJOURD'HUI
COMMENT LE PGO AGIT-IL POUR LA SOCIÉTÉ CIVILE ?

EDITION 2016

THÉORIE DU CHANGEMENT DU PGO

Lancé en 2011, le PGO est né de l'idée de faire collaborer gouvernement et société civile comme des partenaires égaux pour mieux rendre des comptes et renforcer la transparence et la participation citoyenne dans l'élaboration des politiques publiques. Ce partenariat entre le gouvernement et la société civile est au cœur de l'initiative et essentiel à son succès.

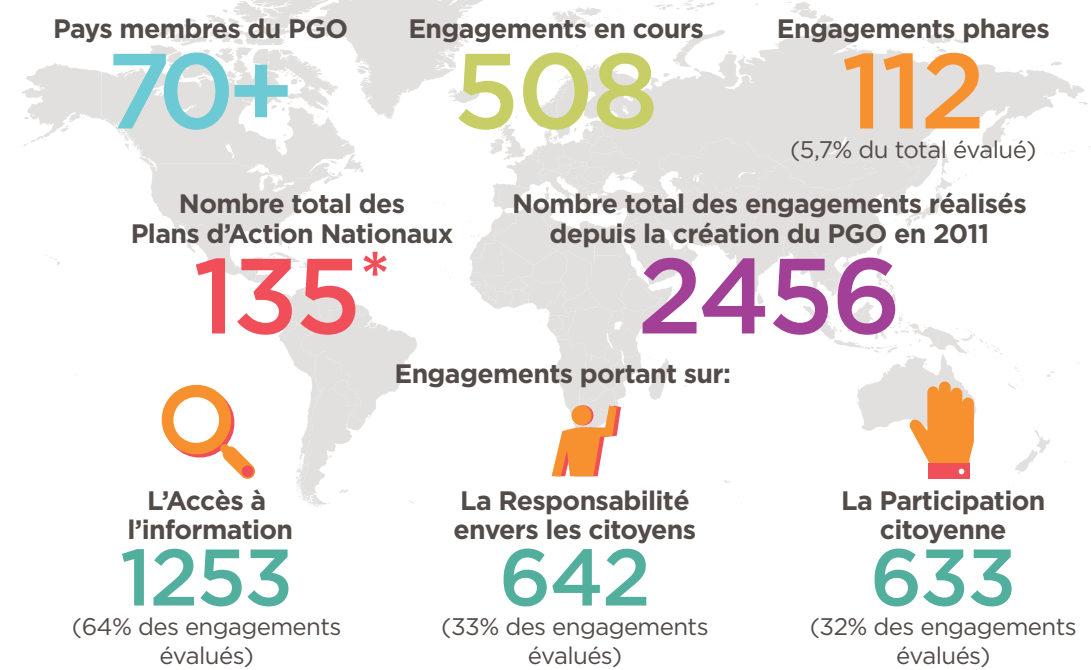


LE PGO EN CHIFFRES

Comment va le PGO 5 ans après sa création ?

Le PGO est passé de 8 pays fondateurs en 2011 à plus de 70. Ensemble, ces pays ont élaboré plus de 135 plans d'action nationaux, incluant plus de 2456 engagements. Sur les 1948 engagements évalués, 5,7% sont des engagements considérés comme « phares » pour leur mise en œuvre et leur potentiel réformateur, en accord avec les principes du PGO.

*Les plans d'action nationaux présentés après le 1er juillet ne sont pas pris en compte.

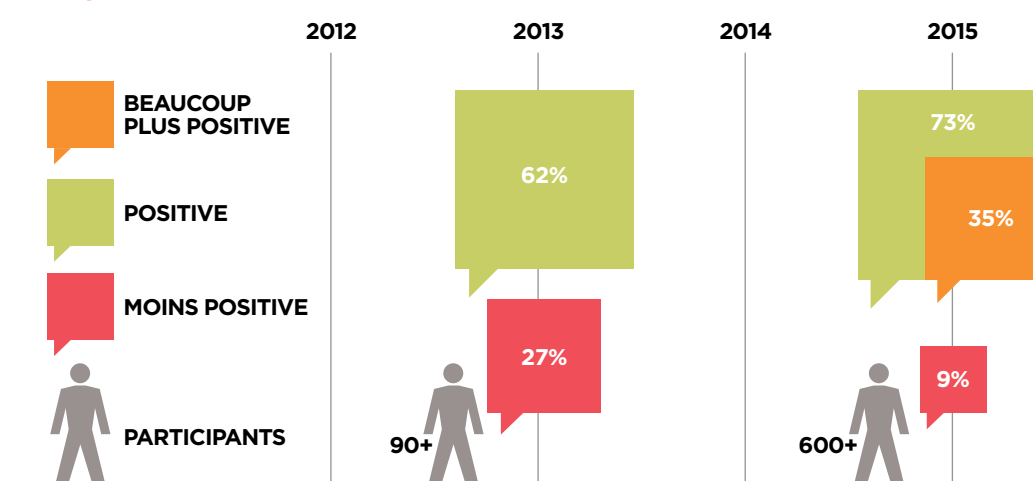


RÉSULTATS DE L'ENQUÊTE MENÉE AUPRÈS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE EN 2015

Quelle perception la société civile a-t-elle du PGO ?

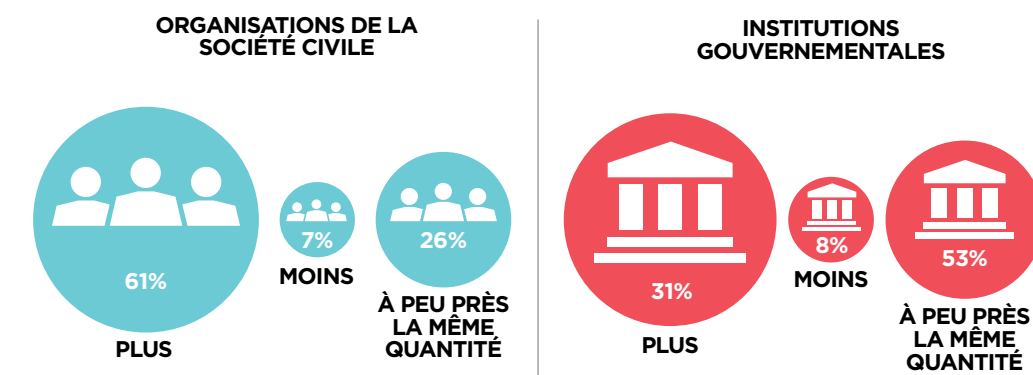
Plus de 600 personnes ont participé à l'enquête auprès de la société civile. 73% d'entre elles ont une perception plus positive du PGO au cours des 12 derniers mois (parmi lesquelles 35% ont une perception beaucoup plus positive), 16% ne trouvent aucun changement, et seulement 9% ont une perception moins positive qu'auparavant. Ces résultats démontrent une très nette amélioration depuis l'année 2013.

Perception du PGO sur les 12 derniers mois



Y a-t-il plus d'acteurs engagés ?

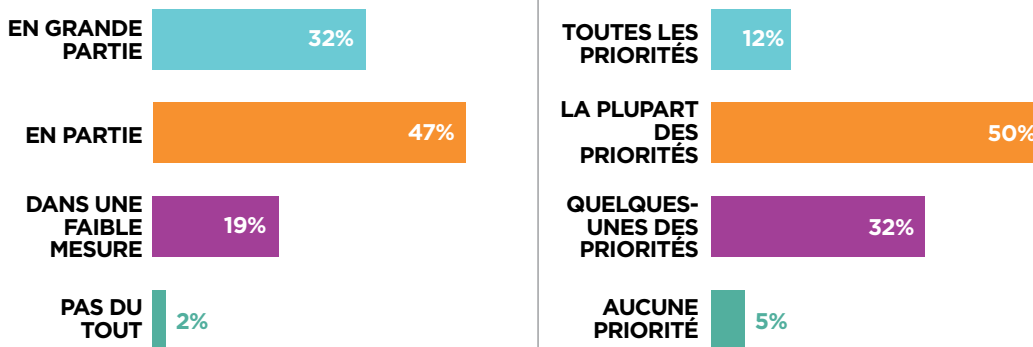
Il est crucial d'agrandir la base de réformateurs gouvernementaux. Plus de la moitié des sondé(e)s déclarent que de plus en plus d'acteurs de la société civile et du gouvernement s'engagent. Moins de 10% des sondé(e)s déclarent que les acteurs commencent à se désengager du processus national du PGO.



La société civile est-elle bien équipée et assez informée pour participer au PGO et en faire bon usage ?

79% des sondé(e)s déclarent qu'ils peuvent participer de manière active au PGO. Plus de 60% déclarent que les plans d'action nationaux s'accordent avec la plupart des priorités de la société civile en lien avec le gouvernement ouvert. Les résultats sont positifs mais il faudra des efforts communs pour combler les fossés qui existent encore.

La société civile est-elle bien équipée pour participer au PGO et en profiter ?

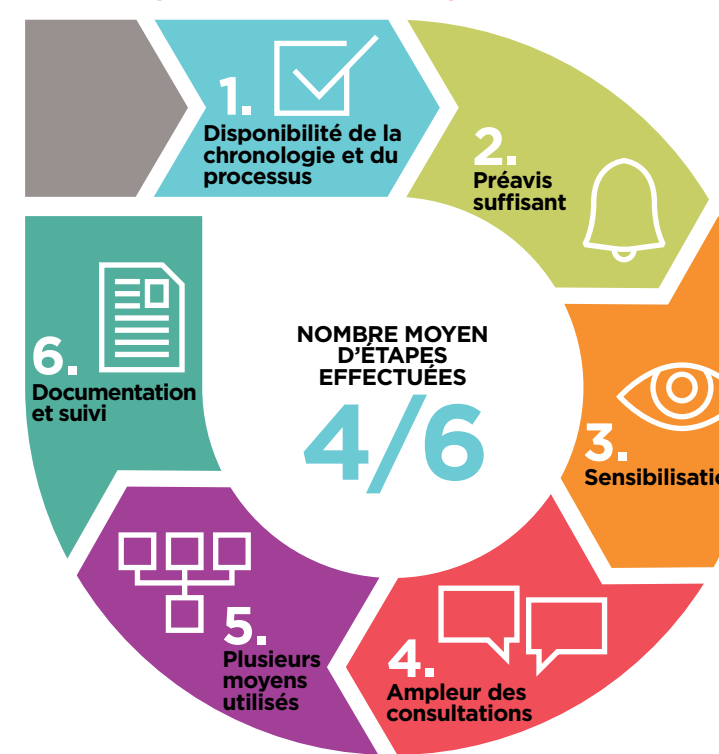


DONNÉES DU MEI ET AUTRES ÉTUDES

Est-ce que les pays respectent le processus ?

En général, les pays membres du PGO ont fait de gros efforts pour s'assurer que les gens puissent participer à l'élaboration des plans d'action nationaux. Il reste pourtant un important travail à faire afin de garantir que les pays iront au-delà du simple respect des exigences formelles. Ils doivent créer un espace de dialogue où les citoyens et les gouvernements pourront élaborer ensemble des propositions politiques.

Processus pour l'élaboration d'un plan d'action national



Sur les 58 pays évalués :

Pays qui ont effectué les 6 étapes du processus : Brésil, Canada, Croatie, Finlande, Grèce, Honduras, Irlande, Norvège, Roumanie

37 des pays ont organisé une consultation en ligne et en personne

29 pays ont fourni un résumé des commentaires recueillis lors des consultations

24 pays ont fourni une chronologie des activités et du processus

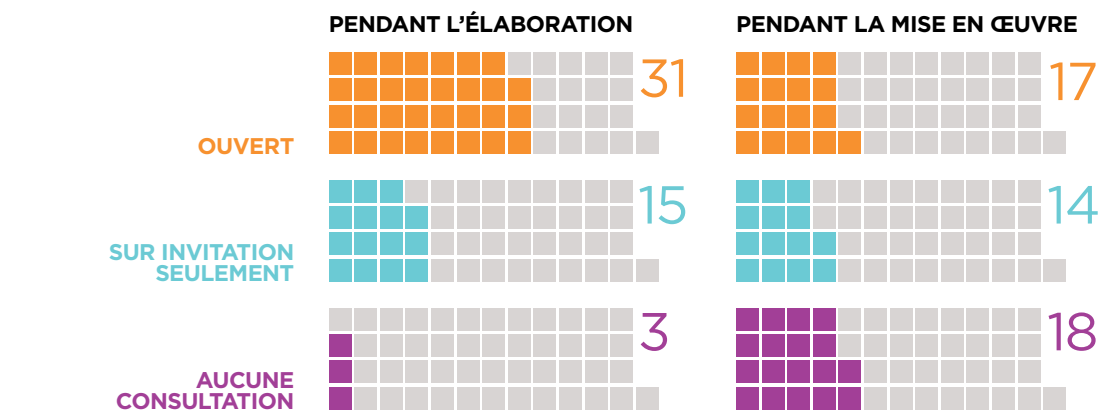
33 des pays ont organisé des activités de sensibilisation

La participation de la Turquie au PGO a été annulée, suite au non-respect du processus lors de deux cycles consécutifs de plans d'action.

Qui peut y participer ?

Au-delà des filières de participation, analysons qui peut participer aux plans d'action. Même si les données du tableau ci-joint ne précisent pas les droits des divers participants (par exemple : observateurs, commentateurs, décideurs), elles montrent que moins de deux tiers des pays membres du PGO ont organisé des consultations ouvertes auxquelles toutes les parties intéressées pouvaient participer.

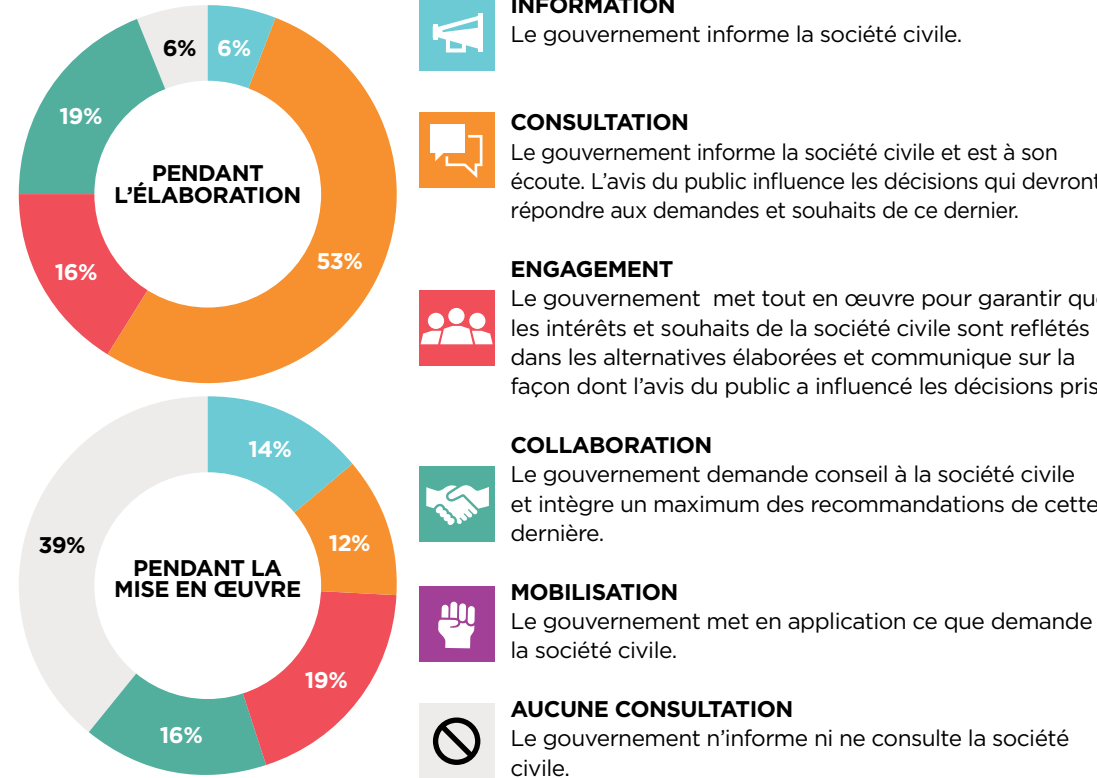
Ouverture du processus des plans d'action



Dans quelle mesure le public influence-t-il les plans d'action ?

Une évaluation de 49 plans d'action révèle que le niveau d'influence est plus faible pendant la période de mise en œuvre des plans d'action que pendant leur élaboration. Plus de la moitié des plans d'action n'ont fait l'objet d'aucune contribution publique lors de leur mise en œuvre.

Niveau de mobilisation de la société civile



Y a-t-il un dialogue permanent ?

Un dialogue permanent et significatif à chaque étape du PGO est essentiel pour établir la confiance entre les gouvernements et la société civile et réaffirmer le « P » dans PGO. D'après les informations recueillies par le Secrétariat Permanent du PGO, 43 pays ont continué ou ont commencé à organiser un forum régulier entre les multiples parties prenantes. Cependant, les résultats sont inégaux. Une récente évaluation des données recueillies jusqu'à 2015 a montré qu'il y avait eu moins de consultations lors de la mise en œuvre par rapport aux années précédentes.

Forums de consultation réguliers lors de la mise en œuvre

